

Convergence?



Bien que les candidats à l'élection présidentielle des quatre grandes formations politiques ne soient pas encore officiellement désignés, celles-ci sont déjà en campagne. Les condamnations hypocrites de la hâte qu'aurait mise le voisin à s'y engager ne changent assurément rien à cette donnée de fait. Giscard pour sa part a commencé le quadrillage systématique des diverses couches socio-professionnelles : un discours inspiré sur le rôle des cadres ici, une promesse d'aide aux veuves là, un

bémol sur l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ailleurs. Le P.C. lui remplit ses cahiers de revendications adressés, c'est naturel, à G. Marchais personnellement. Mais la grande affaire est ailleurs, entre le P.S. et le R.P.R., qui sont semble-t-il en pleine « convergence ».

De quoi s'agit-il ? D'une tactique fort simple dans son principe bien que certainement malaisée à mettre en pratique ; l'inspirateur en serait le CERES. Résumons-la en quelques mots : Le candidat socialiste ne peut

l'emporter que si la droite se divise au moins dans ses reports au second tour. Or le R.P.R. se trouve pris dans un piège : ou bien Giscard l'emporte et l'on ne voit pas très bien ce qui restera alors d'un chiraquisme déjà ébranlé par le scrutin européen, ou bien le R.P.R. creuse son image d'opposant susceptible de constituer à terme un «recours» en contribuant à la défaite électorale de Giscard. Chirac peut perdre dans les deux cas de figure, c'est évident. Mais sur le papier la seconde hypothèse n'est pas impossible à réaliser : il suffit d'un mauvais report d'une partie de l'électorat gaulliste (quelques voix sur le socialiste, plus un certain nombre d'abstentions). Mitterrand est évidemment l'homme de la situation et le CERES l'interlocuteur valable. Le « projet socialiste » rédigé par Chevènement peut d'ailleurs s'avérer d'un grand secours par les quelques perches qui y sont tendues : reprise volontaire d'une croissance forte, politique « d'indépendance nationale », force de frappe, etc. Il ne s'agit évidemment pas de signer un accord P.S.-R.P.R., mais plutôt de créer, au-delà des divergences qui subsistent et qui seront maintenues, un climat de refus qui en s'appuyant sur les effets de la crise et de la politique d'austérité de Barre entraînerait la défaite du pouvoir giscardien en 81.

Nous pouvons être inquiets. Non pas du fait que le candidat socialiste veuille convaincre des électeurs de droite pour l'emporter. Mais du prix à payer pour une telle opération et donc des risques (même en termes de majorité électorale) qu'elle implique. Nous sommes pour notre part fermement opposés à toute politique de « grande » puissance, aux sirènes nationalistes, à la force de frappe, aux ventes d'armes et au type de croissance que ces choix

supposent. Nous sommes en même temps nettement en faveur d'une politique de désengagement des blocs, donc opposés à l'atlantisme et à l'accentuation de l'intégration européenne. Une expérience de gauche dans notre pays ne pourrait réussir qu'en s'inspirant des acquis de ce qui fut, il y a quelques années, le « neutralisme actif » et qui aujourd'hui se proposerait de rompre délibérément (et sans doute unilatéralement) avec les politiques de puissance, la course au surarmement, l'accumulation des richesses pour les uns et l'extension de la faim pour les autres.

Ces idées, ainsi que, plus généralement, celles de l'autogestion et de la lutte pour les contrôles populaires, doivent aujourd'hui trouver un soutien plus large et donc une expression politique autonome dans les combats politiques à venir. Tel est le sens de la candidature d'Huguette Bouchardeau en 81 décidée par le Conseil du Havre. Nous entendons peser sur les réalités politiques, sur les orientations et les alternatives qui aujourd'hui s'élaborent. Notre choix à gauche est net et sans aucune ambiguïté, mais nous n'entendons pas délivrer de chèque en blanc, il faudra débattre de nos propositions.

Tel est le sens de la proposition de « contrat présidentiel » faite par le Conseil du Havre. Ainsi entendons-nous jouer, au plein sens du terme, notre rôle de parti politique.

A nous de savoir dès maintenant mettre en œuvre des campagnes d'action efficaces. Moins mais mieux peut-être. Avec plus de suivi certainement. L'indispensable popularité de nos propositions en dépend.

Serge DEPAQUIT